



## 8. Le Burundi dans la tourmente (18 mai – 9 juin 2015)

Une troisième fois le hasard a fait que je sois présent dans un pays où l'ordre bascule comme au Burundi en août 1988 ou Kigali en avril 1994. À nouveau, j'ai ainsi été en contact avec la plupart des protagonistes majeurs du conflit, y compris avec certains qui sont alors rentrés de Kigali pour débattre et prendre la mesure des évolutions en s'estimant couverts, notamment parmi les responsables des médias. En trois jours de réunions avec les membres du Comité de pilotage Pouvoirs publics-Médias toutes les conditions étaient au moins formellement réunies pour les réouvertures des radios. Et puis, il y a eu l'assassinat d'un des dirigeants de l'opposition<sup>1</sup>, la suspension des négociations menées sous l'égide de Saïd Djinnit, [Dar es Salaam 2](#), l'arrêt des négociations et la mise en œuvre par les protagonistes de scénarios de confrontation de moyen terme. Ceux-ci sont désormais explicitement formulés (moyens, cibles, objectifs...). Il en ressort que la crise interne s'articule désormais à la montée des tensions avec le Rwanda. À l'intérieur, les jeunes *Imbonerakure* recentre leur travail de surveillance sur les "infiltrés" rwandais et leurs relais présumés ou avérés et l'est de la RDC redevient la base arrière de mobilisations armées.

Il a fallu organiser des accompagnements "incontournables" et pour le moins inédits : aider à fuir au Rwanda des personnalités hutues pourchassées, effectuer des déplacements risqués alors que les forces de sécurité sont nombreuses dans la ville et les contrôles fréquents. Des fouilles des citoyens ont lieu. Plusieurs des responsables des médias émettent donc désormais de l'autre côté de la Kanyaru. Ils y ont rejoint la moitié des leaders de partis et ex-présidents, les représentants de la "société civile" qui y sont restés une dizaine de jours de retour des réunions de Dar es Salaam. Ces derniers y ont été pris en charge dans les plus grands hôtels de Kigali puis accueillis par le Président lors d'une réunion à la Présidence où chacun a été invité à lister ce dont il a besoin pour continuer ses activités au mieux au Rwanda.

Dans ce contexte, les journées voire les nuits sont particulièrement denses. Les échanges riches et forts avec les interlocuteurs les plus variés et "extrêmes". En effet, les relations se simplifient, les faux-fuyants disparaissent et le besoin d'échanger apparaît d'autant plus impératif que les exclusives réciproques réduisent drastiquement les champs relationnels. C'est l'avantage de ces moments de grande intensité au cours desquels la plupart des interlocuteurs s'expriment tels qu'ils sont et pensent.

L'hôtel Rocca a ainsi réuni bien des "agités" de divers bords qui venaient exprimer leur désarroi, exposer leurs convictions, énoncer des perspectives, mais bien souvent aussi s'interroger sur l'enchaînement d'événements qui demeurent étranges ou inexplicables.

### Un bilan de deux mois de crise pour le CNDD-FDD

---

<sup>1</sup> Zedi Feruzi, président de l'Union pour la paix et la démocratie (UPD), un parti de l'opposition, est tué par balles le 23 mai avec un de ses gardes du corps dans le quartier de Ngagara.

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

En réunion le 1<sup>er</sup> juin avec plusieurs membres de la direction du parti CNDD-FDD, leur porte-parole disait : “Nous prenons exemple sur Sepp Blatter, laisser hurler. L'essentiel est d'être le plus fort”. Puis, parlant de [l'initiative suisse à la FIFA](#), ils m'ont alors rappelé le séminaire de sensibilisation organisé par des jeunes experts sur les bonnes pratiques en matière d'élection auprès des officiers de la Police de novembre dernier. Les mêmes officiers qui le soir au bar d'Adolphe Nshimirimana à Kamenge mimaient les organisateurs et ironisaient sur leurs propos.

Le message à répercuter était fort et direct : “Cessez ces médiations auto-invitées qui font d'abord plaisir à ceux qui les financent alors qu'elles ne font que mettre en scène leur impuissance.” Dans la liste de ces médiations hétéroclites : l'Organisation Internationale de la Francophonie, Kofi Annan et maintenant Blatter, ...

Pierre Nkurunziza n'a pourtant pas dit non à Blatter pour l'avenir, mais la proposition a été retournée d'un commun accord pour offrir un tremplin pour sa succession à la candidate burundaise Lydia Nsekera contre Platini. Ces cadres burundais se comportaient alors comme les autorités rwandaises qui parlant des diplomates et autres émissaires étrangers les utilisent selon les expressions imagées *Bakora kigare* ou *Bakorera kigorofani* (“comme des vélos”, “des brouettes”).

Mais dans l'affaire, les prestataires comme les récipiendaires étaient parfaitement lucides sur les jeux de rôles qui leur incombaient : “la répression restera soft tant qu'il y aura de l'argent des Blancs en contrepartie”.

L'objectif était de faire comprendre qu'il n'y a pas de forces diaboliques ou irrationnelles à la tête du Burundi dont les comportements seraient irréductibles à des analyses objectives et distanciées. Quelles que soient les caractéristiques personnelles des élites de pouvoir (y compris “visionnaires” et “messianiques”, etc.), leurs propos, décisions et actions sont attachés à des fonctions et des cadres institutionnels formels ou informels qui peuvent être pleinement appréhendés et étudiés.

Le cadre du pouvoir dans lequel elles agissent et interagissent relève d'un organigramme sans originalité particulière, affiche une cohésion d'ensemble indéniable<sup>2</sup>, est soumis aux règles d'une hiérarchie fonctionnelle forte et repose sur un système d'information montant et descendant très développé. On constate aussi l'existence de nombreuses fonctions redondantes qui relèvent principalement d'une stratégie de reclassement obligée de dignitaires. Les mécanismes de désignation sont opaques, les mécanismes de contrôle sont prégnants et parfaitement intériorisés, les procédures de décision sont à la fois très personnalisées et soumises à un contrôle collectif privilégiant le consensus.

Tous les membres et témoins proches rencontrés depuis des années s'accordent sur le fait que le Président “décide” ou plutôt énonce des recommandations ou des injonctions, valide des tâches et des orientations, fixe des marges de décision ou des “lignes rouges” qui doivent être respectées ou mises en œuvre. En fait, il s'exprime très peu, observe ce qui se passe ou se dit, sans que ses interlocuteurs perçoivent toujours s'il est vraiment présent et attentif. Sa présence souvent écourtée aux réunions fait qu'il renvoie généralement les interlocuteurs qui le questionnent à telle ou telle personne pour donner suite aux propos tenus. Très généralement, il s'agit d'Adolphe Nshimirimana qui a toute sa confiance et dispose de larges prérogatives. Celui-ci est secondé par *le général* de brigade *Gervais Ndirakobuca*, alias *Ndakugarika*. Le premier est assurément celui qui a la vision la plus globale des résultats attendus et qui maîtrise

---

<sup>2</sup> Cette cohésion au moins apparente peut aussi traduire une forme de monolithisme obligé qui ressort des rapports et discours d'autosatisfaction générale ou d'occultation délibérée des dysfonctionnements et des difficultés que rencontrent le pouvoir et les administrations de l'État.

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

les procédures d'exécution. C'est lui qui définit comment les actes de décision s'enchaînent et se déterminent mutuellement. Le second a autorité sur les différentes structures du pouvoir qui auront la responsabilité de la mise en œuvre des actions et qui les traduit en mots d'ordre et ordres. C'est ce dernier aussi qui assure ensuite le suivi et rend compte de l'effectivité des décisions.

Au total, dans ce système de "places" fortement hiérarchisées, il est patent que quelques individus occupent des positions déterminantes sur le plan des actions. Individus et actions qui ne sont guère susceptibles d'être contestés. Pour autant, rien ne permet de parler de "clique" ou de "groupe parasite" qui domineraient ou déposséderaient d'autres acteurs fonctionnels légitimes.

Il serait ainsi illusoire ou présomptueux d'imaginer que leur éviction modifierait un tel système de pouvoir construit sur des règles de contrainte et de soumission des individus héritées des formes d'organisation politico-militaires qui prévalaient lors de la guerre civile.

De même prétendre que la solidarité de ce groupe coopté au pouvoir reposerait principalement sur la volonté de conserver le contrôle de biens mal acquis ou sur la nécessité d'échapper aux poursuites que la justice pourrait engager pour les crimes économiques ou contre les personnes qui ont accompagné leur accession et leur maintien au pouvoir ne suffit pas à rendre compte des motivations qui les animent, des logiques de conservation ou de l'acharnement mis à défendre pied à pied le pouvoir qu'ils monopolisent.

Malgré l'absence d'avancée, l'opposition burundaise ne désarment toujours pas. Le refus du 3<sup>ème</sup> mandat du Président Nkurunziza ne suffit pas à expliquer la poursuite de la mobilisation et les risques pris.

La crise burundaise renvoie à des frustrations économiques, sociales et politiques bien plus profondes que la question du 3<sup>ème</sup> mandat présidentiel. Il y a d'un côté les cadres et l'appareil militant de l'ex-rébellion du CNDD-FDD qui après avoir combattu pendant 10 ans gouvernent le pays pendant 10 autres années au cours desquelles ils se sont assurés un contrôle sans partage du pouvoir politique et du cadre économique. 20 ans ont passés. Face à eux, les protestataires sont massivement les jeunes qui n'ont plus de passé commun avec les générations de la guerre ou de la résistance aux régimes militaires, et plus largement tous ceux qui veulent s'émanciper de ce passé pour se projeter dans leur propre avenir.

Plus précisément ceux qui ont fourni l'essentiel des contingents de manifestants sont les jeunes chômeurs, les travailleurs précaires, les jeunes ruraux désœuvrés en quête d'espoir en ville, mais aussi la majorité des étudiants qui rejettent tous un ordre politique et social qui les condamne durablement à la misère et au chômage, à un avenir sans perspective. Ils dénoncent un pouvoir incapable de répondre à leurs aspirations économiques et sociales.

### **La cristallisation sur le 3<sup>ème</sup> mandat**

Mais et c'est aujourd'hui le plus important pour l'avenir, ces nouvelles générations urbaines et rurales, hutues comme tutsies, tout comme la majorité de leurs parents qui ont mis fin à 25 ans de régime militaire dès qu'ils ont pu s'exprimer à nouveau par la voie des urnes n'ont pas supporté la reconduction d'un système de gouvernance autoritaire de parti unique qui les dépossède de toute capacité d'initiative et d'expression et surtout qui ne peut concevoir l'éventualité d'une alternance ou tout simplement d'un partage du pouvoir.

Ces jeunes appartiennent à la génération post-Arusha. La paix s'est construite au travers d'un large débat sur l'ensemble des réalités burundaises ouvert entre les élites dans un premier temps et qui s'est prolongé dans toutes les sphères du pays en ville et à l'intérieur. C'est la génération

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

internet, ils ont accompagné le développement des médias indépendants. Ils aspirent à la démocratie et l'encadrement croissant des libertés leur insupporte.

Telle est la double signification de cri de ralliement des manifestants "Je ne suis pas un esclave". Une revendication éthique et politique que les dirigeants n'ont pas voulu entendre.

Il n'y a plus de lieu de dialogue et de médiation depuis la fin du sommet de Dar es Salaam du précédent week-end. L'opposition campe sur ses positions et le pouvoir occupe le terrain. Que peut-il se passer alors que la reprise en main des quartiers se poursuit méthodiquement et de manière implacable ?

Le pouvoir vient d'annoncer un nouveau calendrier électoral sans répondre sur les préalables que sont la liberté et la sécurité des partis de l'opposition et surtout sans autoriser **la réouverture des médias indépendants** sur laquelle tout le monde était pourtant convenu.

### Le point sur la situation des Médias

Ce mardi 26 mai 2015, une équipe restreinte du Comité de pilotage s'est réunie pour échanger sur la situation actuelle des médias :

- Avec le début des manifestations dans certains quartiers de la ville de Bujumbura contre la nouvelle candidature du président Pierre Nkurunziza, les relations se sont tendues entre les médias et le pouvoir politique, ce dernier dénonçant la façon dont les médias privés assuraient la couverture des manifestations.
- La première entrave majeure à l'activité des médias a été la coupure des relais du signal que les médias RPA, Bonesha et Isanganiro envoyaient dans le pays via l'antenne de Manga ; elle a été suivie de l'interdiction de toute diffusion faite à la RPA, de la fermeture, pendant une semaine de tous les services opérant au sein de la Maison de la presse et de la fermeture du studio de l'ABR, toujours en vigueur aujourd'hui.
- Après le putsch avorté, Rema FM, Radiotélé Renaissance, Bonesha et Isanganiro ont été vandalisés par des gens en uniformes de policiers. Des policiers ont été déployés dans les enceintes des médias visés et empêchent les journalistes d'entrer dans les locaux.
- Alors qu'une lueur d'espoir avait été suscitée par la déclaration de Willy Nyamitwe, responsable de la communication à la Présidence, qui affirmait que les médias étaient accessibles et que les journalistes pouvaient commencer à travailler, l'interdiction d'accès aux lieux a été plutôt renforcée par une correspondance du procureur général de la République signifiant officiellement aux responsables des médias que l'accès aux lieux de travail était interdit à tout le monde sauf le personnel d'enquête.
- Il est essentiel que les médias privés réémettent assez rapidement. Tout le monde est acquis à cette nécessité. Trois prérequis prévalent : technique, politique et sécuritaire. Le politique prime et rend tout scénario prospectif hypothétique.

### Quelles issues ?

Le risque le plus sérieux pour l'avenir immédiat est que la brutale reprise en main actuelle des quartiers insurgés ne se traduise par des actions coup de poing fortes et symboliques qui pourraient aisément concerner l'ensemble du pays sans grand risque pour les auteurs et difficile à contrer pour les autorités. Les effectifs de police étant insuffisants, il leur faudrait mobiliser ouvertement les jeunes du parti, leur relais politico-militaire dans les quartiers et sur les collines.

On entrerait alors dans un engrenage aux conséquences imprévisibles puisque les candidats à l'exil se multiplieraient venant de toutes les provinces du pays. Déjà un grand nombre de

## **Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016**

manifestants ont fui le pays par peur de la répression. Outre les militants de fraîche date figurent parmi eux de nombreux militaires et combattants démobilisés à la fin de la guerre civile, sans compter ceux qui ont déserté depuis le début de la répression violente des manifestations et surtout après l'échec du putsch du 13 mai.

Là résident les germes de nouvelles rébellions qui pourraient être plus déterminées encore que celles des années 1990 pour renverser un pouvoir engagé dans une dérive autoritaire et qui, à leurs yeux, a transgressé le cadre constitutionnel négocié dont il était le garant.

### **Clivages politiques et appartenances ethniques**

Ils ne se recouvrent pas pour une raison simple puisque le CNDD-FDD, parti le plus important des rébellions hutues, est devenu sans conteste le parti qui a le plus d'adhérents tutsis, de cadres tutsis et de dirigeants tutsis.

De plus, il est difficile au CNDD-FDD de justifier et de faire admettre son emprise autoritaire sur l'ensemble des citoyens et son quadrillage des collines au nom d'exigences sécuritaires car il n'y a pas d'ennemi(s) dans le Burundi émancipé né des accords de paix d'Arusha.

En effet, l'idéologie fondatrice et le choix de la lutte armée des combattants du CNDD-FDD reposait sur l'objectif de libérer le "peuple burundais" de la dictature exercée pendant près de trois décennies par une armée monoethnique à la tête de laquelle se sont succédés des officiers tutsis majoritairement originaires de la province de Bururi. Forts de la double légitimité de la "victoire" militaire et de la consécration des urnes, les dirigeants du CNDD-FDD estiment avoir refondé la République et instauré une nouvelle démocratie inclusive. Dans cette optique, aucune alternance n'est envisageable et toutes les formes de contestation des nouvelles autorités sont considérées comme des pratiques insurrectionnelles visant la restauration de l'ordre ancien aboli.

Il y a de nombreuses manières de traiter la question des divisions ethniques, le Burundi a choisi de reconnaître et d'assumer collectivement les peurs et ressentiments nés des massacres passés et de mettre fin aux formes d'exclusive ou de ségrégation. Sa plus grande réussite a été la création d'une armée dite intégrée que les populations ne redoutent plus.

### **L'obsession sécuritaire**

Comme lors de la campagne de 2010 avec la montée des violences, de la répression et des attaques contre toutes les catégories d'opposants, on assiste à un processus de bunkerisation mentale où la compétition politique, la contestation sociale voire le simple débat d'idées sont estimés insupportables. L'obsession sécuritaire et la suffisance conférée par la légitimité "démocratique" rendent ses membres incapables d'analyser et de comprendre les aspirations, les revendications et les forces qui sont aussi porteuses d'avenir et de richesses futures.

Tout ce qui change, innove et se crée est perçu comme facteur de déstabilisation et de menaces pour les "acquis", tous les acteurs de changement sont ainsi spontanément assimilés à des "ennemis" potentiels. Dans ce contexte de soupçon monomaniacal et de vision binaire les contradicteurs doivent être éliminés, neutralisés ou réduits au silence, y compris les "militants timorés", les "déviantes" et les "traîtres" potentiels au sein du parti lui-même.

### **Un constat d'échec global**

Sur la base d'un strict constat factuel qu'il est aisé d'illustrer, sont recensés ci-après les combats perdus du CNDD-FDD sur le plan :

## Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

a) du bien-fondé de la “cause” à l'origine du conflit. Échec redoublé, dans un second temps face à la mobilisation croissante, par l'incapacité radicale à argumenter ou à bâtir un système de défense qui aurait pu rendre l'objectif compréhensible si ce n'est justifié.

On peut rappeler ici que les deux fondements désormais invoqués pour “légitimer” le principe du 3<sup>ème</sup> mandat (vote de la Cour constitutionnelle et refus de mentionner le 3<sup>ème</sup> mandat dans le communiqué de Dar es Salaam malgré la prise de position de la présidente de l'UA) étaient déjà des “procédures d'appel”. En effet, ils avaient été précédés par le rejet du projet de modification de la constitution par les parlementaires burundais le 20 mars 2014 faute d'avoir atteint le quorum des 4/5<sup>ème</sup> des voix d'une Assemblée pourtant acquise au pouvoir. Et cette décision ne pouvait être remise à l'ordre du jour avant un délai d'un an ;

b) du respect des valeurs et des droits constitutionnels fondamentaux des citoyens dont tout État est comptable vis-à-vis de ses administrés et de son environnement international (se réunir, s'exprimer, être informé, manifester pacifiquement, etc.) ;

c) sur le plan idéologique : aucune vision, perspective mobilisatrice ou tâche éminente de moyen ou long terme ne sous-tend ou ne justifie à l'extérieur du CNDD-FDD la personnalisation et le monopole du pouvoir revendiqués pour une période indéterminée ;

d) sur le plan politique : aucun bilan de la mandature écoulé, ni programme ou engagements précis pour la suivante n'ont accompagné le lancement de la campagne électorale ;

e) sur le plan diplomatique : la spirale de violence dans laquelle le Burundi semble à nouveau s'enfoncer met durablement à mal les alliances régionales porteuses qui s'esquissaient en sa faveur avec l'appui de la RSA et de la Tanzanie. Le Burundi redevient “infréquentable”, malgré l'équilibrisme auquel se livrent ses alliés obligés ;

f) sur le plan économique, les dommages sont impossibles à chiffrer en montant et dans le temps.

### Les incidences de ces échecs

1. Le risque le plus grave pour le pouvoir actuel et la paix du pays est que nombre des manifestants candidats à l'exil sont actuellement précédés sur les franges frontalières par l'arrivée de nombreux ex-FAB et combattants des ex-rébellions démobilisés, sans compter les effectifs de policiers qui ont déserté. Là résident les germes de nouvelles rébellions qui pourraient être plus déterminées encore que celles des années 1990 pour renverser un pouvoir engagé dans une dérive autoritaire après avoir transgressé le cadre constitutionnel qui avait mis fin à la guerre civile des années 1990 et trahi les idéaux et les promesses dont il était devenu le garant.

2. Au-delà de la cause immédiate de la crise, l'explosion d'un cadre et d'un héritage politiques qui semblaient stabilisés illustre à la fois une impuissance politique du parti au pouvoir à surmonter ses propres divisions et dérives et plus fondamentalement une impuissance gestionnaire (incapacité à assurer une croissance soutenue, à donner du travail aux jeunes générations, à mettre fin au pillage des ressources publiques). Bien qu'ayant rallié en son sein des cadres gestionnaires compétents et de haut niveau, le CNDD-FDD s'avère inapte à porter un projet de société mobilisateur et à mettre en œuvre des mesures de moralisation de la sphère politique.

3. Tout laisse désormais penser que la sanction des bailleurs, des investisseurs et des marchés sera unanime y compris de la part de ses principaux “corrupteurs associés”, notamment chinois. Car si ceux-ci restent largement insensibles aux contingences politiques en matière de relations d'affaires, leur principale référence est la garantie de stabilité de leurs investissements. Le

Rwanda a ainsi perdu près de la moitié de ses apports de capitaux chinois en 2013-2014 en raison de l'instabilité régionale et des divisions au sommet du pouvoir...

### • **Le test crucial des élections : scrutin "démocratique" ouvert face à l'"autoritarisme démocratique" du CNDD-FDD**

La possibilité de voter dans un cadre démocratique pluraliste est une conquête récente des Burundais. Tous tiennent à cette avancée historique pour laquelle ils ont combattu des décennies durant. Ils ne pardonneront à personne de les en priver. Ils veulent voter et exprimer librement dans la dignité et le respect de leurs droits leur soutien ou leur sanction aux formations et candidats de leur choix.

Une seule fois, en 1993, ils ont voté massivement avec conviction pour des projets politiques concurrents. Ensuite, après l'assassinat du président Ndadaye et la fin de la guerre civile, ils ont revoté en 2005 et donné, avec un sens aigu du réalisme, une large majorité à ceux qui, à leurs yeux, incarnaient le retour de la paix, la restructuration des forces armées et à terme la sécurité des biens et des personnes. En 2010, malgré les désillusions au regard de leurs attentes et une campagne électorale marquée par les violences, ils ont voté malgré tout pour manifester leur attachement à la continuité du cadre constitutionnel malgré la désertion des élites frustrées au vu des scores obtenus lors du premier scrutin. Cette seconde victoire incontestable du CNDD-FDD conforte sa légitimité mais n'en demeure pas moins une victoire obtenue par défaut.

Aujourd'hui, le CNDD-FDD se comporte comme s'il s'estimait incapable d'affronter un scrutin libre et transparent. Après deux mois de troubles, il peut en effet craindre le verdict de populations désabusées qui pourraient être tentées par un vote de défiance à l'égard de toute la classe politique et du CNDD-FDD en particulier, incapables d'assurer pour des enjeux de convenance politicienne la paix civile et la sécurité des citoyens. Les populations rurales savent déjà qu'elles n'ont pas beaucoup gagné avec le CNDD-FDD mais perçoivent clairement qu'elles supporteront des pertes bien plus importantes encore si elles cautionnent une cause perdue.

Tout indique pourtant que le CNDD-FDD n'envisage pas d'autres issues que de renforcer sa stratégie d'"autoritarisme démocratique".

### • **Une période de transition ?**

Oui, si elle n'affecte en aucune manière le cadre constitutionnel global actuel qui fonde les équilibres de la paix civile en construction depuis 2005. C'est-à-dire une transition qui d'un côté permet d'échapper à la "démocratie CNDD-FDD", celle du vote sur la base d'un choix obligé, et de garantir une compétition politique ouverte et inclusive. Une campagne comme celle qui aurait pu départager les candidats, y compris l'actuel récidiviste. Mais il s'agit aussi pour les partis de l'opposition, d'une transition qui se refuse à introduire dans les instances de la représentation nationale des promus auto-désignés et cooptés au terme d'arrangements politiques négociés sans avoir à affronter le suffrage populaire.

Dans cette optique, il importe de refuser d'entrer à cette occasion dans un processus sans fin de recomposition du champ des partis politiques au nom de la remise en question des "charcutages" opérés précédemment par les ministères de l'Intérieur et de la Justice. Elle ouvrirait en effet des débats sans issue sur des alliances manipulées.

En l'état, au terme de presque deux mois d'affrontements, la population est durablement désenchantée, si un minimum de liberté de choix et d'expression lui est accordé, elle sait

parfaitement qui elle veut sanctionner et qui elle ne souhaite pas promouvoir faute d'assise politique.

• **La question des *Imbonerakure* et plus généralement des jeunesses des partis : dissoudre les jeunesses ?**

Quand les Burundais s'opposent à l'emprise des jeunesses du parti CNDD-FDD, ce n'est pas aux milices *Interahamwe* du Rwanda qu'ils pensent, c'est à la similitude des pratiques avec les Jeunesses Rwagasore du parti unique UPRONA au temps des régimes militaires. Elles étaient le bras armé d'un parti unique qui avait promu ses jeunes militants en agents de surveillance et de neutralisation de toute opposition potentielle ou avérée. C'est ce quadrillage systématique des collines et des communes censé contrer les "infiltrés" qui est aujourd'hui considéré comme insupportable. Mais c'est aussi la dérive du parti CNDD-FDD vers un parti unique *de facto* que le mouvement d'expression démocratique refuse ouvertement dans la capitale et de plus en plus explicitement à l'intérieur.

Effectivement, le CNDD-FDD n'est qu'une des composantes victorieuses parmi les mouvements de rébellion au terme de près de trois décennies de résistance populaire aux régimes militaires. Celle qui, grâce à un sens politique aiguisé, s'est appropriée abusivement l'exclusivité de la victoire.

• **Un isolement grandissant dont le CNDD-FDD porte l'entière responsabilité**

En conclusion, le pouvoir burundais n'est pas devenu le paria de la terre ni la victime d'un quelconque complot international planifié par les puissants, USA en tête.

Il convient de rappeler que la victoire militaire contre le Rwanda dont le Burundi s'estime partie prenante avec l'éradication radicale du M23 en octobre 2013 découle d'une résolution des Nations unies mettant en place la brigade d'intervention RSA/Tanzanie, que l'ordre de marche avait été donné par Martin Kobler, chef de la Monusco, après l'aval des États-Unis et malgré les réserves de la CIRGL... et encore que les Nations unies et la MONUSCO ont tellement apprécié le rôle pacificateur du Burundi en RDC qu'ils ont menti des mois durant sur la réalité de la présence de ses troupes.

Le désaveu d'aujourd'hui est donc parfaitement daté et s'est amplifié au rythme d'une gestion calamiteuse du dossier.